

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 206 - 30 octobre 2008

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Charles Boulay, Jean François Cabral,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

L'étatisme de Sarkozy ou l'union de la banque et de l'Etat contre les travailleurs et la population

Mardi 28, à Rethel, dans les Ardennes, en présentant son plan de « *mobilisation pour l'emploi* », Sarkozy a annoncé son intention d'accélérer ses attaques contre le monde du travail et la création de 100 000 emplois aidés de plus... sans oublier sa botte secrète contre la crise : le développement du travail du dimanche !

Ce plan de « *mobilisation pour l'emploi* » était sensé constituer le troisième volet de son soi-disant plan contre la crise. Il vient après l'annonce, le 23 octobre à Annecy, des mesures de soutien aux PME, elle-même précédée du vote par l'Assemblée nationale de 360 milliards d'euros de soutien aux banques.

Mais, malgré toutes les rodomontades « volontaristes », et comme pour mieux illustrer l'impuissance des mesures prises par les dirigeants politiques et économiques à contrôler un tant soit peu la situation, les Bourses continuent leur jeu de yoyo, alternant krachs brutaux et remontées irrationnelles, tandis que tombent de nouvelles annonces de fermetures d'entreprises, en particulier dans l'automobile...

Mais qu'importe. Au-delà des ambitions personnelles du petit homme qui voit dans la situation l'occasion de jouer un rôle historique à la mesure de ses prétentions, il y a, dans ses discours, la cohérence d'une intervention politique qui vise à maintenir la crédibilité d'un système économique profondément ébranlé par la crise. Henri Gaino, l'homme qui écrit les discours de Sarkozy, résume ainsi le fond de l'argumentation : « *le capitalisme financier a perverti le capitalisme et détruit le système de valeurs qui depuis toujours lui donne sa vitalité et sa puissance créatrice. L'enjeu aujourd'hui c'est de revenir aux sources éthiques du vrai capitalisme, celui de l'entrepreneur, de la récompense de l'effort et du mérite, de la responsabilité* ».

Dénoncer le capitalisme financier en l'opposant à un soi-disant « vrai » capitalisme n'a pas d'autre objectif que de tenter de faire passer au mieux des mesures destinées à assurer le maintien de la domination du... capitalisme financier. Quitte à abandonner les discours libéraux d'hier. Quitte à habiller les « mesures » d'un laïus « antilibéral » qui friserait même, aux yeux de certains « observateurs » bienveillants, le « socialisme »... Sarkozy se complait dans l'imposture.

Cela ne fait que contribuer à reléguer un peu plus les dirigeants socialistes au rayon des accessoires. Ils n'ont aucune alternative à opposer à Sarkozy et jouent les dupes. Lors du vote du cadeau de 360 milliards aux banques, ils s'étaient abstenus au prétexte qu'il n'était « *pas question de s'opposer à un plan qui permet au niveau européen de sortir des premières tourmentes de la crise financière* » ; Après l'intervention de Rethel, Hollande fait semblant de s'étonner des insuffisances du plan de Sarkozy : « *Nicolas Sarkozy a fait un meeting, mais il n'a pas apporté les réponses qui étaient attendues par ceux qui craignent pour leur propre emploi* ». Quelle surprise !

Une attitude que les dirigeants des grandes confédérations syndicales, engluées dans le « dialogue social », n'hésitent pas à reprendre. Pour Thibault, « *on demande aux salariés de s'adapter à la situation en mettant quelques pansements ici et là, ce n'est absolument pas à la hauteur de la crise* » ; pour Chérèque, « *M. Sarkozy a présenté cette annonce comme la troisième étape de son plan anti-crise, on peut dire qu'elle est certainement la plus décevante* »...

Le « retour du politique », façon Sarkozy

« S'il y a bien un fait majeur qui émerge de cette crise, c'est le retour du politique. L'idéologie de la dictature des marchés et de l'impuissance publique est morte avec la crise financière » prétend Sarkozy. Il voudrait s'appuyer sur ceux qui pensent que la crise vient d'un manque de régulation du capitalisme, d'un renoncement de l'Etat à assurer ses fonctions de contrôle du fonctionnement de la société, l'illusion d'un « Etat providence » protégeant les classes populaires des appétits des classes dominantes. Alors il promet « un Etat plus actif dans l'économie, qui assume ses responsabilités, qui entreprend et qui investit »...

Mais le véritable contenu de ce « retour du politique » tient dans la nature même des mesures qu'il prend. Ces mesures ne remettent absolument pas en cause ce « capital financier » qui est dénoncé comme responsable de tous les maux. Bien au contraire, elles s'inscrivent totalement dans le fonctionnement de ce système.

C'était clairement le cas avec les centaines de milliards votés pour venir au secours de banques, leur apporter la garantie de l'Etat sous prétexte de « restaurer la circulation du crédit ». Autrement dit tenter de maintenir en état de fonctionnement le processus par lequel les institutions financières collectent leur part de plus-value produite par l'exploitation du travail. Et du même coup, apporter une nouvelle prime à la spéculation, puisque cette circulation financière est articulée sur les marchés financiers, la Bourse et autres « industries financières ». En prenant sur l'argent des contribuables.

C'est le cas également avec les mesures annoncées à Annecy en « faveur des PME ». Au-delà de l'aspect dérisoire des sommes engagées, et qui sont bien incapables de faire face à l'ampleur de la récession, ces mesures ne remettent absolument pas en cause les liens de dépendance de l'économie « réelle » au pouvoir de la finance. Pour l'essentiel, elles constituent une garantie de l'Etat aux prêts bancaire, et à ce titre, elles contribuent à renforcer ces liens de dépendance auxquels Sarkozy prétend vouloir mettre fin. Elles ne constituent par ailleurs en aucune façon la politique de crédit qui serait nécessaire pour répondre aux besoins des travailleurs indépendants.

Quand au « fond souverain à la française », le « fond stratégique d'investissement », il n'apportera rien de bien différent : l'Etat empruntera aux banques l'argent qu'il utilisera pour prendre des participations dans les entreprises industrielles « stratégiques » qui en auront besoin... Le système financier, dans lequel l'Etat s'imbrique par le biais de ce fond, reste au cœur de l'affaire. L'Etat sert d'intermédiaire et de caution, et les banques retrouveront leur mise, avec les intérêts, quel que soit le résultat du « sauvetage »... et au frais du contribuable.

Bien sûr, l'Etat n'a pas attendu la crise pour intervenir au service des classes dominantes : le quart de siècle de mondialisation libérale que nous venons de vivre est l'histoire d'une offensive continue de l'Etat contre les travailleurs et les classes populaires pour restaurer les profits de la bourgeoisie. Les « réformes sociales » menées à marche forcée par le gouvernement actuel et le patronat en sont le prolongement. Et la crise est pour Sarkozy l'occasion d'en rajouter une couche sur ce terrain également. C'est la substance de son plan pour l'emploi présenté à Rethel ce mardi. Les seuls « emplois » en perspective, c'est une centaine de milliers de contrats aidés de plus ; pour le reste, c'est l'accélération de la mise en place de la « sécurité sociale professionnelle », une synthèse cynique de mesures contre les droits des salariés, avec ou sans emploi.

Parisot ne s'y est pas trompée, qui a vu dans cette annonce « d'excellentes nouvelles » et salue « la volonté du président de la République de lever les tabous, en particulier à propos du travail le dimanche et de l'utilisation des CDD pour stimuler l'économie ». Tout est dit...

Loin d'être une rupture avec la politique libérale passée, l'« étatisme » de Sarkozy est une accentuation de cette politique. Alors que la phase de mondialisation de l'économie prend fin sous la forme d'une crise majeure, de nouvelles formes politiques se mettent en place, fondées sur l'union de l'Etat et de la banque. Un « libéralisme d'Etat » qui a pour but d'aider les sommets de classes dominantes à traverser la crise avec le moins de casse possible, mais aussi à maintenir leur domination dans la période qui suivra.

Impuissance devant la crise historique de la domination capitaliste

Car personne ne s'attend à ce que, l'épisode aigu actuel passé, les affaires reprennent comme avant. La phase de croissance qui a accompagné le développement considérable de la Chine et de quelques autres pays « émergents » semble bien terminée. Les illusions dans un accroissement sans limite des profits tirés de cette

expansion s'effondrent dans la récession ou le ralentissement qui frappe l'ensemble des pays de la planète, et dans la gigantesque purge financière qui ébranle tous les marchés financiers.

La situation actuelle n'est pas une simple crise conjoncturelle, passagère. Elle est le signe que le capitalisme atteint ses propres limites, qu'il n'en sortira que pour s'enfoncer dans une crise permanente. En ce sens, la crise actuelle marque un tournant historique du capitalisme à un niveau bien supérieur à celui de la crise de 1929. Nous vivons le début de la crise globalisée du capitalisme, la crise de la domination de la bourgeoisie devenue une aristocratie financière parasitaire.

Une situation dont la bourgeoisie et ses représentants politiques sont bien conscients, comme l'exprimait Sarkozy à Annecy : « *Nous n'avons pas le droit d'échouer sinon nous risquons d'être confrontés partout à la révolte des classes populaires et des classes moyennes qui rejeteront une mondialisation qu'elles ne vivent plus comme une promesse mais comme une menace, non plus comme une source d'espérance mais comme une cause d'injustice* ».

Et il ajoutait : « *... nous devons, dans les circonstances actuelles, continuer d'être volontaristes comme nous l'avons été face à la crise financière. Car c'est le volontarisme qui sera le meilleur antidote à la dangereuse tentation du protectionnisme, de l'anticapitalisme et du dirigisme bureaucratique que les désordres actuels vont inmanquablement nourrir.* »

Les Etats et les institutions financières s'avèrent impuissantes à s'opposer au développement de la crise et à l'accélération de la récession. Tout au plus peuvent-elles, grâce à leur expérience des crises passées, freiner les effets de la purge gigantesque qui est en train de s'opérer.

La période qui a suivi la chute du mur de Berlin, au cours de laquelle le capitalisme a pu être considéré par une grande majorité comme « l'horizon indépassable », et les communistes révolutionnaires comme des ringards totalement hors de l'histoire, est terminée. Le capitalisme a fait faillite. La légitimité de sa domination sur la société est remise en cause, et cela contraint la bourgeoisie et ses larbins politiques à mener une bataille politique pour défendre le capitalisme en tant que tel. C'est une des raisons principales de l'agitation incessante de Sarkozy montant au créneau pour défendre la « *refondation du capitalisme* », les vertus du marché et de l'effort justement récompensé,... sans oublier de nous mettre en garde contre la « *dangereuse tentation de l'anticapitalisme* ».

Capitalisme ou socialisme

Dans un chapitre du *Programme de transition* (1) intitulé « L'expropriation des banques privées et l'étatisation du système de crédit », Trotsky écrivait en 1938 : « *... Dans leur structure, les banques reflètent, sous une forme concentrée, toute la structure du capitalisme contemporain : elles combinent les tendances du monopole aux tendances de l'anarchie. Elles organisent des miracles de technique, des entreprises gigantesques, des trusts puissants; et elles organisent aussi la vie chère, les crises et le chômage. Impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste, qui se complètent l'un l'autre dans leur œuvre de destruction, si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces capitalistes* ».

La situation d'aujourd'hui est certes différente, mais les conclusions sont les mêmes : pour mettre fin à la gabegie destructrice qui résulte du pouvoir sans limite qu'exerce l'aristocratie financière sur la société toute entière, il faut retirer les « *leviers de commande* » de ses mains, en imposant nos propres mesures d'urgence pour éviter le blocage de la production et des échanges, l'asphyxie de l'économie :

- **Regrouper les institutions financières, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population**

Les dirigeants des grandes institutions financières (banques, compagnies d'assurance, fonds de pension, etc.) tiennent entre leurs mains tous les fils qui contrôlent l'économie. Ces institutions assurent la collecte d'une infinité de capitaux particuliers et décident de la façon dont ces derniers seront investis, et dans quel domaine.

Elles détiennent ainsi de fait le droit de vie et de mort sur des milliers d'entreprises, de toute taille, voire de secteurs entiers de la production, avec comme seul critère la recherche du meilleur rendement.

La collecte des capitaux privés, leur gestion, leur placement dans des entreprises industrielles, agricoles ou commerciales, ou encore au service de l'Etat, peut très bien se faire par le biais d'un grand service public, une grande banque nationale regroupant l'ensemble des institutions financières existantes. Les salariés qui assurent déjà le fonctionnement de ces entreprises continueraient leur travail dans le cadre de l'institution

publique et y exerceraient leur contrôle.

Les restructurations actuelles des banques se font dans la violence des fusions imposées par les choix stratégiques des sommets et la pression de la crise. Ce qui est possible sous la contrainte de la concurrence le serait bien plus simplement dans le cadre d'un choix collectif et démocratique, auquel seraient totalement associés les employés de ces entreprises, qui en seraient eux-mêmes les acteurs.

Bien sûr, l'aristocratie financière parasitaire qui trône au sommet de ces groupes y perdrait son pouvoir et ses sources de revenus... Il s'agirait, en quelque sorte, de quelques dizaines de « *licenciements pour faute grave* ».

- **Mettre fin au casino boursier, et assurer le contrôle démocratique des travailleurs et de la population sur les investissements**

Mettre fin à la gabegie de la spéculation boursière est une mesure de salut public. Il faut fermer les marchés des titres financiers, leur substituer la centralisation de l'ensemble des capitaux privés et de leur gestion au sein d'une institution centrale.

Le choix de prêter telle ou telle somme à telle ou telle entreprise ne doit plus dépendre du rendement attendu, mais d'un choix social, l'estimation, par les classes populaires et les salariés, de l'utilité sociale de l'entreprise, des besoins qu'elle est destinée à satisfaire.

Ce contrôle démocratique des classes populaires et des travailleurs sur les investissements est la condition nécessaire à une autre répartition des richesses, en particulier entre la part des salaires, la part des investissements, et la part de la rémunération des placements de capitaux. Elle suppose l'expropriation des grands groupes financiers.

- **Substituer une planification démocratique aux lois aveugles de la concurrence et du marché**

Les entreprises qui assurent la production des biens et des services sont prises entre les contraintes des financiers qui exigent le rendement maximum des capitaux prêtés et celles de la concurrence. A cette dépendance destructrice, il faut substituer une production répondant à un plan défini démocratiquement par les travailleurs et la population, en fonction des besoins réels et indépendamment de toute notion de rentabilité.

Les collectivités locales (communes, communautés de communes, départements, régions, état), répondent déjà, même si c'est de façon peu démocratique, à certains besoins collectifs de la population par le biais de services publics ou de délégations de service public à des entreprises privées. Un mode de fonctionnement sur lequel il serait certainement possible de s'appuyer, d'étendre progressivement à l'ensemble des entreprises, en imposant que les choix soient réellement ceux de la population concernée.

Face aux menaces de la crise, à la guerre de classe que mènent Sarkozy et ses donneurs d'ordre, la révolte monte dans des couches toujours plus larges des travailleurs et de la population, l'urgence d'une riposte s'impose. Mais les revendications les plus légitimes, refuser de payer les frais de la crise, exiger la satisfaction de les besoins les plus urgents, se heurtent inévitablement aux fondements mêmes de la société et ne peuvent se concevoir sans que les travailleurs ne soient obligés de faire, selon la formule de Trotsky (2), « *des incursions de plus en plus profondes dans les rapports de propriété privée, c'est-à-dire de prendre le chemin des mesures socialistes* ».

Eric Lemel

(1) Trotsky, [Programme de Transition](#), 1938 - [retour au texte](#)

(2) Trotsky, [La révolution permanente](#), 1929

[Retour au sommaire](#)

Si **débat***militant* te plaît, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...